

nov'ACTU

vos actualités économiques et financières by novAM Office Patrimonial



Des vacances écourtées pour la bonne cause ?

En adoptant mardi une résolution budgétaire de 1 200 milliards de dollars sur 10 ans, le Sénat américain a ouvert la voie aux discussions à la Chambre des Représentants. En d'autres termes, cet accord n'est finalement que le coup d'envoi des travaux des différents comités parlementaires !

Le projet de loi est en effet désormais à la Chambre des Représentants... où Nancy Pelosi a fait savoir que le vote se tiendrait lorsque la réconciliation budgétaire aurait avancé. Il se murmure donc dans les milieux autorisés que les élus pourraient écourter leurs vacances et revenir le 23 août (au lieu du 20 septembre !).

Pour autant, les tractations s'annoncent encore longues pour parvenir à un consensus entre les différents courants de pensée au sein du parti démocrate. Après avoir validé l'enveloppe de relance en infrastructures, les sénateurs démocrates ont voté à la majorité... le début des discussions autour du projet de relance de 3 500 milliards de dollars dans l'éducation, la santé ou la transition énergétique.

Charge aux différentes commissions évoquées précédemment de discuter dans les détails le texte afin qu'un consensus émerge au sein du parti démocrate pour valider la procédure de réconciliation (à la majorité simple dans les deux chambres, soit 50 voix au Sénat et 218 voix à la chambre basse).

Les points de frictions restent les mêmes que ceux que nous avons pu détailler lors des précédentes semaines (en particulier la question du financement, soit par des hausses d'impôts, soit par des allègements de charges).

Les démocrates les plus modérés que sont Joe Manchin et Kyrsten Sinema se sont déjà inquiétés publiquement du coût de ce plan et de son impact négatif sur la dette américaine, quand les plus progressistes placent la réduction des inégalités en priorité absolue.

Alors que les démocrates auraient pu profiter de la procédure de réconciliation budgétaire pour anticiper un relèvement du plafond de la dette, l'absence de cette mesure promet de futurs débats interminables sur ce point. Problème, 46 sénateurs républicains ont d'ores et déjà fait savoir dans une lettre qu'ils n'aideraient pas les démocrates à relever le plafond de la dette.

Si le trésor met en place des mesures exceptionnelles pour ne pas dépasser ledit plafond (28,5 trillions de dollars), la situation exceptionnelle ne pourra perdurer éternellement... A partir d'octobre, le gouvernement pourrait donc se voir contraindre à la cessation de certaines activités (le désormais redouté « shutdown »). Les démocrates cherchent-ils à mettre les républicains en porte-à-faux ?

L'inflation américaine rassure les observateurs

Véritable arlésienne des derniers mois, les craintes inflationnistes semblent peu à peu se dissiper dans l'esprit des observateurs. L'inflation totale est restée forte à +5,4% en glissement annuel en juillet, mais ressort tout de même en deçà des attentes des économistes.

Dans le détail, la normalisation des prix de l'hôtellerie et surtout l'effet désormais négatif des véhicules d'occasion contribuent à abaisser les tensions sur l'inflation « core » (inflation globale retraitée des prix alimentaires et de l'énergie) même si celui-ci reste orienté à la hausse.

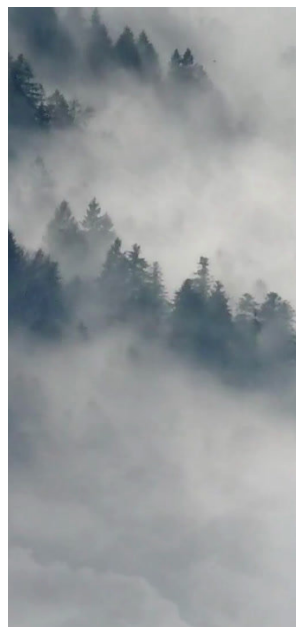
En hausse de 0,8% sur le mois de juillet, il est très probable que le « CPI used cars & trucks » ait atteint son pic en niveau : la contribution à l'inflation « core » en glissement annuel est déjà moins forte en juillet.

La composante logement, très importante dans le calcul des indices d'inflation, reste quant à elle source de tensions, mais pas suffisamment pour contrecarrer l'effet de l'accalmie sur le marché des véhicules d'occasion. Modération de la hausse des prix, réduction des pressions inflationnistes...



Les investisseurs se sont à l'évidence réjouis de ces chiffres qui pourraient permettre à la Réserve fédérale américaine de rester accommodante jusqu'à ce que la menace de la pandémie sur le marché de l'emploi et sur l'économie disparaisse !

Compte tenu de ces éléments, il est tout sauf surprenant que Joe Biden se concentre désormais sur les coûts énergétiques à l'heure de défendre le pouvoir d'achat des ménages, la consommation restant le premier moteur de la croissance US. En demandant à l'OPEP et à la Russie d'augmenter leur production de pétrole afin de faire baisser les prix de l'essence, le locataire de la Maison Blanche joue toutefois un jeu politique dangereux compte tenu de sa posture sur la transition énergétique légèrement contradictoire avec une baisse des prix de l'or noir...



Le signal d'alarme du GIEC !

Incendies incontrôlables, inondations... Les catastrophes qui entourent l'année 2021 ne se rapportent malheureusement pas qu'à la situation sanitaire ! C'est dans ce contexte que le GIEC a présenté sa dernière publication sur le climat, et cette dernière se veut très alarmiste.

Le scénario le plus optimiste dans lequel les émissions de gaz à effet de serre d'origine humaine seraient fortement réduites ne permettra pas de limiter le réchauffement à +1,5°C comme le prévoyait initialement une étude de 2018.

Les conséquences de très long terme, particulièrement difficiles à anticiper avec précision, ont toutefois été étudiées par le groupement scientifique, et publiées afin de servir d'avertissement : montée des eaux, hausse du taux de CO2 atmosphérique, fonte des glaciers et du permafrost...

Si la publication se veut particulièrement alarmiste, elle n'en appelle pas moins à mobiliser toutes nos ressources pour limiter les émissions de gaz à effet de serre et se préserver ainsi des pires scénarii présentés.